CONVENTION DE BERNE

CONCERNANT LA CRÉATION

D'UNE UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

DU 9 SEPTEMBRE 1886

COMBINÉE AVEC

L'ACTE ADDITIONNEL ET LA DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE

DU 4 MAI 1896.

THE BERNE CONVENTION

OF THE 9TH SEPTEMBER 1886

FOR THE CREATION OF

AN INTERNATIONAL UNION FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS,

COMBINED WITH

THE ADDITIONAL ACT AND THE INTERPRETATIVE DECLARATION

OF THE 4TH MAY 1896.

NOTA.—Les dispositions contenues dans l'Acte additionnel ont été intercalées à leur place respective et imprimées en italiques; le texte des articles de la Convention de 1886 revisés par l'Acte additionnel a été reproduit sous forme de notes.

Les dispositions de la Déclaration interprétative sont placées au bas des articles auxquelles elles se rapportent, et imprimées en petits caractères.

Article premier.

Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

Art. 2.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.[1]

La jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre; elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre, celui de la première publication, ou, si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte.

Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine de l'œuvre.

---

[1] *Convention du 9 septembre*, 1886, *article* 2, 1er *alinéa, ancien texte :* 'Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.'

N.B.—The provisions of the Additional Act have been inserted in their proper places and printed in italics; the text of the articles of the Convention of 1886, which were modified by the Additional Act, have been placed in footnotes.

The provisions of the Interpretative Declaration are placed underneath the Articles to which they relate and printed in small type.

Art. 1.

The contracting States are formed into a Union for the protection of the rights of authors over their literary and artistic works.

Art. 2.

Authors belonging to any country of the Union, or their lawful representatives, shall enjoy in the other countries for their works, whether unpublished or published for the first time in one of those countries, the rights which the respective laws do now or may hereafter grant to natives.[1]

The enjoyment of these rights is subjected to the accomplishment of the conditions and formalities prescribed by the law of the country of origin of the work: it cannot exceed, in the other countries, the duration of the protection granted in the said country of origin.

The country of first publication, or, if that publication takes place simultaneously in several countries of the Union, that one of them in which the shortest period of protection is granted by law, is considered to be the country of origin of the work.

For unpublished works, the country to which the author belongs is considered to be the country of origin of the work.

---

[1] *Original wording of Article* 2, § 1, *in the* 1886 *Convention:* 'Authors belonging to any country of the Union, or their lawful representatives, shall enjoy in the other countries for their works, whether published in one of those countries or unpublished, the rights which the respective laws do now or may hereafter grant to natives.

Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées.[1]

Déclaration Interprétative : '1° Aux termes de l'article 2, alinéa 2, de la Convention, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres photographiques mentionnées dans le n° 1, lettre B, du Protocole de clôture modifié.'

'2° Par œuvres *publiées*, il faut entendre les œuvres *éditées* dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constituent pas une *publication* dans le sens des actes précités.'

Art. 3.

Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la Convention de Berne et par le présent Acte additionnel.[2]

Art. 4.

L'expression 'œuvres littéraires et artistiques' comprend les livres, brochures ou tous autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

---

[1] *Texte nouveau*, ajouté à la Convention de 1886.

[2] *Convention de* 1886, *article* 3, *ancien texte :* 'Les stipulations de la présente Convention s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.'

Posthumous works are included among the works protected.[1]

Interpretative Declaration: § 1. 'With reference to the terms of Article 2, § 2, of the Convention, the protection assured by the aforesaid Acts depends solely upon the accomplishment, in the country of origin of the work, of the conditions and formalities which are prescribed by the law of that country. The same shall hold good for the protection of the photographic works mentioned in § 1, B of the revised Closing Protocol.'

§ 2. 'By works *published*, is to be understood works *issued to the public* in one of the countries of the Union. Consequently, the representation of a dramatic or dramatico-musical work, the performance of a musical work, and the exhibition of a work of art do not constitute *publication* in the sense of the aforesaid Acts.'

Art. 3.

Authors not belonging to any country of the Union, if they shall have published their literary or artistic works, or caused them to be published, for the first time in one of those countries, shall enjoy for such works the protection granted by the Berne Convention and by the present Additional Act.[2]

Art. 4.

The expression 'literary and artistic works' comprises books, pamphlets, and all other writings; dramatic or dramatico-musical works, and musical compositions, with or without words; works of design, painting, sculpture, and engraving; lithographs, illustrations, geographical charts; plans, sketches, and plastic works relating to geography, topography, architecture, or to the sciences in general; finally, every production whatsoever in the literary, scientific, or artistic domain which can be published by any mode of impression or reproduction whatever.

---

[1] *Fresh words*, added to the 1886 Convention.

[2] *Original wording of Article* 3 *in the* 1886 *Convention:* 'The stipulations of the present Convention apply equally to the publishers of literary or artistic works published in any country of the Union, though the author belongs to a country which is not a party to the Union.'

ART. 5.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée.[1]

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le délai de dix années ne compte qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale.

Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier est, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour les calculs des délais de protection, le 31 décembre de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié.

ART. 6.

Les traductions licites sont protégées comme des ouvrages originaux. Elles jouissent, en conséquence, de la protection stipulée aux articles 2 et 3 en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans les pays de l'Union.

Il est entendu que, s'il s'agit d'une œuvre pour laquelle le droit de traduction est dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que la même œuvre soit traduite par d'autres écrivains.

---

[1] *Convention de* 1886, *article* 5, *premier alinéa, ancien texte:* 'Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.'

ART. 5.

Authors belonging to any country of the Union, or their lawful representatives, shall enjoy in the other countries the exclusive right of making or authorising translations of their works during the whole duration of the right in the original work. Nevertheless, the exclusive right of translation shall cease to exist when the author shall not have made use of it within a period of ten years from the time of the first publication of the original work, by publishing or causing to be published, in one of the countries of the Union, a translation in the language for which protection is claimed.[1]

For works published by instalments, the period of ten years does not begin to run until the publication of the last instalment of the original work.

For works composed of several volumes published at intervals, as well as for reports or papers published by literary or learned societies or by individuals, each volume, report, or paper is, with regard to the period of ten years, considered as a separate work.

In the cases provided for by the present Article, the 31st December of the year in which the work was published is to be considered as the date of publication for the purpose of calculating the period of protection.

ART. 6.

Lawful translations are protected as original works. Hence they enjoy the protection stipulated for in Articles 2 and 3 as regards their unauthorised reproduction in the countries of the Union.

It is understood that, in the case of a work for which the translating right has fallen into the public domain, the translator cannot oppose the translation of the same work by other writers.

---

[1] *Original wording of Article* 5, § 1, *in the* 1886 *Convention :* 'Authors belonging to any country of the Union, or their lawful representatives, shall enjoy in the other countries the exclusive right of making or authorising translations of their works until the expiration of ten years from the publication of the original work in one of the countries of the Union.'

ART. 7.

Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux 'faits divers.' [1]

ART. 8.

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

ART. 9.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

---

[1] *Convention de* 1886, *article* 7, *ancien texte :* 'Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

'En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des *faits divers*.'

ART. 7.

Serial novels (romans-feuilletons), *including short stories, published in the newspapers or magazines of any country of the Union may not be reproduced, in original or in translation, in the other countries, without the authorization of the authors or their lawful representatives.*

This applies equally to other articles in newspapers or magazines, whenever the authors or publishers shall have expressly declared in the newspaper or magazine in which they have published such articles that they forbid the reproduction of these. For magazines, it is sufficient if the prohibition is made in a general way at the beginning of each number.

In the absence of prohibition, reproduction will be permitted on condition of indicating the source.

No prohibition can in any case apply to articles of political discussion, news of the day, or miscellaneous items (notes and jottings).[1]

ART. 8.

As regards the liberty of lawfully making extracts from literary or artistic works for use in publications destined for education, or having a scientific character, or for chrestomathies, this matter is reserved to the law of the countries of the Union and to the particular arrangements existing or to be concluded between them.

ART. 9.

The stipulations of Article 2 apply to the public performance of dramatic or dramatico-musical works, whether such works be published or not.

---

[1] *Original reading of Article 7 in the* 1886 *Convention* : 'Articles in newspapers or magazines published in any country of the Union may be reproduced, in original or in translation, in the other countries of the Union, unless the authors or publishers have expressly forbidden it. For magazines, it is sufficient if the prohibition is made in a general manner at the beginning of each number of the magazine.

'No prohibition can in any case apply to articles of political discussion or to the reproduction of news of the day or miscellaneous items (notes and jottings).'

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou leurs ayants cause, sont, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées, ou de celles qui ont été publiées, mais dont l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Art. 10.

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, désignées sous des noms divers, tels que : *adaptations*, *arrangements de musique*, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Il est entendu que, dans l'application du présent article, les tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, des réserves de leurs lois respectives.

Déclaration interprétative : '3° La transformation d'un roman en pièce de théâtre, ou d'une pièce de théâtre en roman, rentre dans les stipulations de l'article 10.'

Art. 11.

Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits

Authors of dramatic or dramatico-musical works, or their lawful representatives, are, during the existence of their exclusive right of translation, in like manner protected against the unauthorised public representation of translations of their works.

The stipulations of Article 2 apply equally to the public performance of unpublished musical works, and of published works as to which the author has expressly declared upon the title-page or at the commencement of the work that he forbids their public performance.

Art. 10.

Unauthorised indirect appropriations of a literary or artistic, work, which are known by various names, such as 'adaptations,' 'arrangements of music,' etc., are specially included among the unlawful reproductions to which the present Convention applies, when they are merely the reproduction of such a work, in the same form or in another form, with non-essential alterations, additions, or abridgements, without in other respects presenting the character of a new original work.

It is understood that, in the application of the present Article, the Courts of the various countries of the Union will, if occasion arises, take into account the reservations of their respective laws.

Interpretative Declaration: § 3. 'The transformation of a novel into a play, or of a play into a novel, comes within the stipulations of Art. 10.'

Art. 11.

In order that the authors of works protected by the present Convention may, in the absence of proof to the contrary, be considered as such, and consequently admitted to institute proceedings against infringements before the courts of the various countries of the Union, it is sufficient for their name to be indicated on the work in the accustomed manner.

For anonymous or pseudonymous works, the publisher whose name is indicated on the work is entitled to safeguard the rights

appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Il est entendu, toutefois, que les tribunaux peuvent exiger, le cas échéant, la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites, dans le sens de l'article 2, par la législation du pays d'origine ont été remplies.

ART. 12.

Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.[1]

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

ART. 13.

Il est entendu que les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

ART. 14.

La présente Convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

ART. 15.

Il est entendu que les Gouvernements des pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreraient aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus

---

[1] *Convention de* 1886, *article* 12, *premier alinéa*, *ancien texte* : 'Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.'

belonging to the author. He is, without further proof, reputed the lawful representative of the anonymous or pseudonymous author.

It is understood, nevertheless, that the courts may, if necessary, require the production of a certificate from the competent authority, stating that the formalities prescribed, according to Article 2, by the law of the country of origin, have been fulfilled.

ART. 12.

Every infringing work shall be subject to seizure by the competent authorities of the countries of the Union in which the original work has a right to legal protection.[1]

The seizure will take place conformably to the domestic law of each country.

ART. 13.

It is understood that the provisions of the present Convention cannot in any way derogate from the right which belongs to the Government of each of the countries of the Union to permit, to supervise, and to prohibit, by legislative measures or police regulations, the circulation, representation, and exhibition of every work or production in respect of which the competent authority may find it necessary to exercise that right.

ART. 14.

The present Convention, under the reservations and conditions to be determined by a common agreement, applies to all works which, at the time of its coming into force, have not yet fallen into the public domain in their country of origin.

ART. 15.

It is understood that the Governments of the countries of the Union reserve to themselves respectively the right to make separately particular arrangements between themselves, so far as such arrangements confer upon authors or their representatives more

[1] *Original reading of Article* 12, § 1, *in the* 1886 *Convention:* 'Every infringing work shall be subject to seizure upon importation into those countries of the Union in which the original work has a right to legal protection.'

étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention.

ART. 16.

Un office international est institué sous le nom de *Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.*

Ce Bureau, dont les frais sont supportés par les Administrations de tous les pays de l'Union, est placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de la Confédération Suisse, et fonctionne sous sa surveillance. Les attributions en sont déterminées d'un commun accord entre les pays de l'Union.

ART. 17.

La présente Convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, seront traitées dans les Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays.

Il est entendu qu'aucun changement à la présente Convention ne sera valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

ART. 18.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette Convention, seront admis à y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention.

extended rights than those accorded by the Union, or embrace other stipulations not contrary to the present Convention.

ART. 16.

An international office is established under the name of *Office of the International Union for the protection of literary and artistic works.*

This office, the expenses of which will be borne by the Governments of all the countries of the Union, is placed under the high authority of the Superior Administration of the Swiss Confederation, and works under its supervision. Its functions shall be determined by common agreement between the countries of the Union.

ART. 17.

The present Convention may be submitted to revisions with the object of introducing therein amendments calculated to perfect the system of the Union.

Questions of this kind, as well as those which concern the development of the Union from other points of view, shall be considered in Conferences to be held successively in the countries of the Union by delegates of the said countries.

It is understood that no alteration in the present Convention shall be binding for the Union in the absence of the unanimous consent of the countries composing it.

ART. 18.

Countries which have not become parties to the present Convention, if they assure in their own territory legal protection to the rights which form the object of this Convention, shall be permitted to accede thereto upon their request.

This accession shall be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation, and by the latter to all the others.

It shall imply, as a necessary consequence, adhesion to all the clauses and admission to all the advantages stipulated in the present Convention.

ART. 19.

Les pays accédant à la présente Convention ont aussi le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

ART. 20.

La présente Convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.[1]

ART. 21.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

(*Signatures.*)

---

[1] *Convention de* 1886, *article* 20, *deuxième alinéa, ancien texte :* 'Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement chargé de recevoir les accessions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.'

ART. 19.

Countries acceding to the present Convention shall also have the right to accede thereto at any time for their colonies or foreign possessions.

To this end, they may either make a general declaration, by which all their colonies or possessions are comprised in the accession, or expressly name those which are included therein, or limit themselves to indicating those which are excluded therefrom.

ART. 20.

The present Convention shall be put into effect three months after the exchange of the ratifications, and shall remain in force for an indeterminate time, until the expiration of one year from the day on which it may have been denounced.

This denunciation shall be addressed to the Government of the Swiss Confederation. It shall only take effect in respect of the country which shall have made it, the Convention remaining operative for the other countries of the Union.[1]

ART. 21.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Berne, within a period of one year at the latest.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have hereunto set their hands and seals.

Done at Berne, this ninth day of the month of September in the year one thousand eight hundred and eighty-six.

(*Signed.*)

---

[1] *Original reading of Article* 20, § 2, *in the* 1886 *Convention :* 'This denunciation shall be addressed to the Government charged to receive accessions. It shall only take effect in respect of the country which shall have made it, the Convention remaining operative for the other countries of the Union.'

Article Additionnel.

Les Plénipotentiaires réunis pour signer la Convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, sont convenus de l'article additionnel suivant, qui sera ratifié en même temps que l'acte auquel il se rapporte :

La Convention conclue à la date de ce jour n'affecte en rien le maintien des Conventions actuellement existantes entre les pays contractants, en tant que ces Conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

(*Signatures.*)

Protocole de Clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont déclaré et stipulé ce qui suit :

1. Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

A.—Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel.

B.—Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au

Additional Article.

The Plenipotentiaries assembled to sign the Convention relating to the creation of an International Union for the protection of literary and artistic works, are agreed upon the following Additional Article, which will be ratified at the same time as the instrument to which it relates:

The Convention concluded this day does not in any way affect the maintenance of the treaties actually existing between the contracting countries, so far as those treaties confer upon authors or their representatives rights more extended than those accorded by the Union, or embrace other stipulations which are not contrary to this Convention.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have hereunto set their hands.

Done at Berne, this ninth day of the month of September in the year one thousand eight hundred and eighty-six.

(*Signed.*)

Closing Protocol.

At the time of proceeding to the signature of the Convention concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have declared and agreed as follows:

1. *With reference to Article 4, it is agreed as follows:*

A. In the countries of the Union in which protection is accorded not only to architectural plans, but also to works of architecture themselves, those works are admitted to the benefit of the provisions of the Berne Convention and of the present Additional Act.

B. Photographic works, and works obtained by analogous processes, are admitted to the benefit of the provisions of those Acts, in so far as the domestic law of each country allows this to be done, and in the measure of the protection that it accords to similar national works.

It is understood that an authorised photograph of a protected work of art enjoys legal protection, in all the countries of the Union, within

sens de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit.[1]

Déclaration interprétative: '1° Aux termes de l'article 2, alinéa 2, de la Convention, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres photographiques mentionnées dans le n° 1, lettre B, du Protocole de clôture modifié.'

2. Au sujet de l'article 9, il est convenu que ceux des pays de l'Union dont la législation comprend implicitement, parmi les œuvres dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques, admettent expressément lesdites œuvres au bénéfice des dispositions de la Convention, conclue en date de ce jour.

Il est d'ailleurs entendu que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeurent réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

3. Il est entendu que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé ne sont pas considérées comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

4. L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit:

L'application de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes,

---

[1] *Convention de* 1886, *Protocole de clôture, n°* 1, *ancien texte:* '1. Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la Convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ces dispositions. Ils ne sont, d'ailleurs, tenus de protéger les auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

'Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de ladite Convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit.'

the meaning of the Berne Convention and of the present Additional Act, so long as the principal right of reproduction of this work itself lasts, and within the limits of private agreements between the parties entitled.[1]

Interpretative Declaration : '§ 1. With reference to the terms of Article 2, § 2, of the Convention, the protection assured by the aforesaid Acts depends solely upon the accomplishment, in the country of origin of the work, of the conditions and formalities which are prescribed by the law of that country. The same shall hold good for the protection of the photographic works mentioned in § 1 B of the revised Closing Protocol.'

2. With reference to Article 9, it is agreed that those countries of the Union the law of which implicitly includes choregraphic works amongst dramatico-musical works, expressly admit the said works to the benefit of the provisions of the Convention concluded this day.

It is, however, understood that disputes which may arise upon the application of this clause shall be reserved for the decision of the respective Courts.

3. It is understood that the manufacture and sale of instruments serving to reproduce mechanically musical airs in which copyright subsists shall not be considered as constituting musical infringement.

4. The common agreement provided for in Article 14 of the Convention is concluded as follows:

The application of the Berne Convention and of the present Additional Act to works not fallen into the public domain in their country of origin at the time of the coming into force of those Acts,

---

[1] *Original reading of Closing Protocol,* § 1, *in the* 1886 *Convention :* '1. With reference to Article 4, it is agreed that those countries of the Union in which the character of artistic works is not refused to photographic works, bind themselves to admit them, from the coming into force of the Convention concluded this day, to the benefit of its provisions. They are, however, only bound to protect the author of the said works in so far as their law permits, saving the international arrangement at present existing or hereafter to be entered into.

'It is understood that an authorised photograph of a protected work of art enjoys legal protection, in all the countries of the Union, within the meaning of the Berne Convention, so long as the principal right of reproduction of this work itself lasts, and within the limits of private agreements between the parties entitled.'

aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

Les stipulations de l'article 14 *de la Convention de Berne et du présent numéro du Protocole de clôture s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte additionnel.*

Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union.[1]

---

5. L'organisation du Bureau international prévu à l'article 16 de la Convention sera fixée par un règlement que le Gouvernement de la Confédération Suisse est chargé d'élaborer.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonnera et les publiera. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

---

[1] *Convention de* 1886, *Protocole de clôture*, *n°* 4, *ancien texte:* 'L'application de la Convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

'A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 14.'

shall take effect according to the stipulations relative thereto contained in special Conventions existing or to be concluded for the purpose.

In default of such stipulations between countries of the Union, the respective countries shall regulate, each for itself, by domestic law, the manner in which the principle contained in Article 14 *is to be applied.*

The stipulations of Article 14 *of the Berne Convention and of this paragraph of the Closing Protocol apply equally to the exclusive right of translation, as granted by the present Additional Act.*

The above-mentioned temporary provisions are applicable in case of new accessions to the Union.[1]

---

5. The organisation of the International Office provided for by Article 16 of the Convention shall be settled by a code of regulations which the Government of the Swiss Confederation is appointed to draw up.

French shall be the official language of the International Office.

The International Office shall collect information of all kinds relating to the protection of the rights of authors over their literary and artistic works. It shall classify and publish such information. It shall turn its attention to matters of common utility concerning the Union, and shall edit, with the help of the documents placed at its disposal by the various Governments, a periodical paper, in the French language, on questions concerning the object of the Union. The Governments of the countries of the Union reserve to themselves the right to authorise the Office, by common consent, to publish an edition in one or more other languages, in the event of experience showing the need of so doing.

---

[1] *Original reading of Closing Protocol,* § 4, *in the* 1886 *Convention:* 'The application of the Convention to works not fallen into the public domain at the time of its coming into force shall take effect according to the stipulations relative thereto contained in special treaties existing or to be concluded for the purpose.

'In default of such stipulations between countries of the Union, the respective countries shall regulate, each for itself, by domestic law, the manner in which the principle contained in Article 14 is to be applied.'

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

L'Administration du pays où doit siéger une Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

Les dépenses du Bureau de l'Union internationale seront supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des Conférences prévues à l'article 17.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à l'Union seront divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1re classe ...	25 unités,	4re classe ...	10 unités,
2me „ ...	20 „	5me „ ...	5 „
3me „ ...	15 „	6me „ ...	3 „

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'Administration suisse préparera le budget du Bureau et en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

The International Office shall at all times hold itself at the disposal of the members of the Union for the purpose of supplying them with any special information which they may require, on questions relating to the protection of literary and artistic works.

The Government of the country in which a Conference is to take place shall prepare the *agenda* for this Conference, with the help of the International Office.

The Director of the International Office shall be present at the sessions of the Conferences and shall take part in the debates, without having the right of voting. He shall draw up an annual report of his administration, which shall be transmitted to all the members of the Union.

The expenses of the Office of the International Union shall be borne in common by the contracting countries. Until further arrangements are made, these shall not be allowed to exceed sixty thousand francs a year. This sum may be increased, if necessary, by the simple decision of one of the Conferences provided for by Article 17.

In order to determine the contributions of each country to this sum total of expenses, the contracting countries and those countries which may subsequently enter the Union shall be divided into six classes, each class contributing a share in the proportion of a certain number of units, as follows:

1st class ...	25 units,	4th class ...	10 units,
2nd „ ...	20 „	5th „ ...	5 „
3rd „ ...	15 „	6th „ ...	3 „

These co-efficients shall be multiplied by the number of countries belonging to each class, and the sum of the products thus obtained will give the number of units by which the total of the expense is to be divided. The quotient of this will give the amount of the unit of expense.

Each country shall declare, on joining, in which of the aforesaid classes it wishes to be enrolled.

The Swiss Government shall prepare the budget of the Office and supervise its expenditure; it shall make all necessary advances and draw up the annual balance-sheet, which shall be communicated to all the other Governments.

6. La prochaine Conférence aura lieu à Paris, dans le délai de quatre à six ans à partir de l'entrée en vigueur de la Convention.

Le Gouvernement français en fixera la date dans ces limites, après avoir pris l'avis du Bureau international.

7. Il est convenu que, pour l'échange des ratifications prévu à l'article 21, chaque Partie contractante remettra un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de la Confédération Suisse. Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

Le présent Protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette Convention, et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont revêtu de leur signature.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

(*Signatures.*)

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de la Convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ont échangé les Déclarations suivantes :

1. En ce qui concerne l'accession des colonies ou possessions étrangères prévue à l'article 19 de la Convention :

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne réservent pour leur Gouvernement la faculté de faire connaître sa détermination au moment de l'échange des ratifications.[1]

[1] D'après le Protocole du 5 septembre 1887 constatant le dépôt des Actes de Ratification, S. E. M. le Ministre d'Espagne a déclaré que 'l'accession de l'Espagne à la Convention comporte celle de tous les territoires dépendant de la Couronne espagnole.'

6. The next Conference shall take place at Paris within a period of from four to six years from the date of the coming into force of the Convention.

Within these limits the French Government shall fix the date of this Conference, after having consulted the International Office.

7. It is agreed that, for the exchange of ratifications provided for by Article 21, each contracting Party shall hand in a single document, which shall be deposited, together with those of the other countries, in the archives of the Government of the Swiss Confederation. Each Party shall receive in return a copy of the official record of exchange of ratifications, signed by the Plenipotentiaries who have taken part therein.

The present Closing Protocol, which shall be ratified together with the Convention concluded this day, shall be considered as forming an integral part of this Convention, and shall have the same force, effect, and duration.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have hereunto set their hands.

Done at Berne, this ninth day of the month of September in the year one thousand eight hundred and eighty-six.

(*Signed.*)

Procès-Verbal of the Signing.

The undersigned Plenipotentiaries, assembled this day for the purpose of proceeding to the signing of the Convention concerning the creation of an International Union for the protection of literary and artistic works, have exchanged the following declarations:

1. With regard to the accession of colonies or foreign possessions provided for by Article 19 of the Convention:

The Plenipotentiaries of his Catholic Majesty the King of Spain reserve liberty to their Government to make known its determination at the time of the exchange of ratifications.[1]

---

[1] According to the Protocol of September 5th, 1887, evidencing the deposit of the Acts of Ratification, His Excellency the Spanish Minister declared that: 'the accession of Spain to the Convention carries with it that of all the territories dependent on the Spanish Crown.'

Le Plénipotentiaire de la République française déclare que l'accession de son pays emporte celle de toutes les colonies de la France.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique déclarent que l'accession de la Grande-Bretagne à la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques comprend le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique.

Ils réservent toutefois au Gouvernement de Sa Majesté Britannique la faculté d'en annoncer en tout temps la dénonciation séparément pour une ou plusieurs des colonies ou possessions suivantes, en la manière prévue par l'article 20 de la Convention, savoir : les Indes, le Dominion du Canada, Terre-Neuve, le Cap, Natal, la Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, la Tasmanie, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale et la Nouvelle-Zélande.

2. En ce qui concerne la classification des pays de l'Union au point de vue de leur part contributive aux frais du Bureau international (chiffre 5 du Protocole de clôture) :

Les Plénipotentiaires déclarent que leurs pays respectifs[1] doivent être rangés dans les classes suivantes, savoir :

Allemagne	...	...	dans la	1re	classe
Belgique	...	...	„	3me	„
Espagne	...	...	„	2me	„
France ...	...	...	„	1re	„
Grande-Bretagne		...	„	1re	„
Haïti ...	...	...	„	5me	„
Italie ...	...	...	„	1re	„
Suisse ...	...	...	„	3me	„
Tunisie...	...	...	„	6me	„

[1] Les pays, qui ont demandé depuis à faire partie de l'Union, ont exprimé le désir d'être placés respectivement dans les classes suivantes :

Le Danemark, dans la cinquième ; Le Japon, dans la deuxième ; le Luxembourg, dans la sixième ; le Monaco, dans la sixième ; la Norvège, dans la quatrième ; la Suède, dans la troisième.

The Plenipotentiary of the French Republic declares that the accession of his country includes that of all the French colonies.

The Plenipotentiaries of Her Britannic Majesty declare that the accession of Great Britain to the Convention for the protection of literary and artistic works comprises the United Kingdom of Great Britain and Ireland and all the colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty.

Nevertheless, they reserve to the Government of Her Britannic Majesty the liberty to make denunciation at any time separately, in the manner provided for by Article 20 of the Convention, for one or more of the following colonies or possessions, to wit:— India, the Dominion of Canada, Newfoundland, the Cape, Natal, New South Wales, Victoria, Queensland, Tasmania, South Australia, West Australia, and New Zealand.

2. With regard to the classification of the countries of the Union as to their respective contributions to the expenses of the International Office (§ 5 of the Closing Protocol) :

The Plenipotentiaries declare that their respective countries[1] shall be placed in the following classes, viz.:

Germany...	...	...	in the	1st	class
Belgium ...	...	...	„	3rd	„
Spain ...	...	...	„	2nd	„
France ...	...	...	„	1st	„
Great Britain	...	...	„	1st	„
Haïti ...	...	...	„	5th	„
Italy ...	...	...	„	1st	„
Switzerland	...	...	„	3rd	„
Tunis ...	...	...	„	6th	„

[1] The countries which have subsequently entered the Union have declared their wish to be placed respectively in the following classes:

Denmark, in the fifth class; Japan, in the second class; Luxemburg, in the sixth class; Monaco, in the sixth class; Norway, in the fourth class; and Sweden, in the third class.

Le Plénipotentiaire de la République de Libéria déclare que les pouvoirs qu'il a reçus de son Gouvernement l'autorisent à signer la Convention, mais qu'il n'a pas reçu d'instructions quant à la classe où ce pays entend se ranger au point de vue de sa part contributive aux frais du Bureau international. En conséquence, il réserve sur cette question la détermination de son Gouvernement, qui la fera connaître lors de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Procès-verbal.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

(*Signatures.*)

The Plenipotentiary of the Republic of Liberia declares that the powers which he has received from his Government authorise him to sign the Convention, but that he has not received instructions with regard to the class in which that country desires to be included respecting its contribution towards the expenses of the International Office. Hence on this point he reserves the decision of his Government, which will announce it at the time of the exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have hereunto set their hands.

Done at Berne, this ninth day of the month of September in the year one thousand eight hundred and eighty-six.

(*Signed.*)